

# **Livre blanc**

# **Sommaire**

## **Pourquoi il faut établir**

## **le Service civil de la paix du Canada**

## **(SCPC)**



**Janvier 2008**

**Auteurs : T. Evelyn Voigt et Gordon Breedyk**

## Les arguments militant en faveur de l'établissement d'un Service civil de la paix au Canada

### Les civils jouent de plus en plus un rôle dans la résolution pacifique des conflits

#### *Introduction*

De plus en plus, les Canadiens cherchent d'autres solutions que l'intervention militaire pour résoudre les conflits. Or, la mise sur pied de ces solutions est devenue la mission du Service civil de la paix du Canada (SCPC)<sup>1</sup>. En activité depuis 2004, le SCPC travaille avec des organismes canadiens et étrangers à concevoir et offrir une accréditation professionnelle normalisée pour les travailleurs de la paix. Ainsi, des bénévoles et des professionnels de la paix entièrement accrédités pourraient former une équipe de civils qualifiés toujours prêts à intervenir. Travaillant sur appel grâce à des listes d'astreinte, ces intervenants faciliteraient la résolution des conflits de façon non violente – ce qui représenterait un pas vers une paix durable.

**Figure ES1  
Le Service civil de la paix du Canada en bref**

<b>Évaluation</b>  (Fonction du SCPC)	<b>Formation</b>  (Offerte par les organismes déjà établis)	<b>Accréditation</b>  (Du SCPC ou d'organismes existants)	<b>Évaluation et suivi</b>  (Fonction du SCPC)	<b>Sensibilisation et alerte rapide</b>  (Fonction du SCPC et des organismes existants)
<b><u>Valeurs</u></b>	<b><u>Compétences</u></b>	<b><u>Connaissances/ Compétences/ Expériences</u></b>	<b><u>Responsabilités</u></b>	<b><u>Obligations</u></b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Empathie</li> <li>- Humilité</li> <li>- Maturité personnelle</li> <li>- Bon jugement</li> <li>- Sincérité</li> <li>- Désir ardent de paix et de justice sociale pour tous</li> <li>- Volonté d'apprendre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Communication</li> <li>- Conciliation</li> <li>- Analyse de conflit</li> <li>- Facilitation</li> <li>- Médiation</li> <li>- Négociation</li> <li>- Planification opérationnelle</li> <li>- Instauration de la paix</li> <li>- Sécurité personnelle</li> <li>- Réflexion stratégique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fondée sur la réussite de l'ensemble des éléments obligatoires du programme de formation professionnelle sur la paix</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faciliter le déploiement</li> <li>- Rétroaction sur la formation</li> <li>- Suivi et évaluation continus</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Informer le public canadien et étranger</li> <li>- Conseils rapides au gouv. et autres</li> <li>- Conseils généraux sur les options non violentes pour résoudre les conflits</li> </ul>

- Travail  
d'équipe

À l'échelle mondiale, le SCPC permettrait de répondre aux multiples appels lancés par l'ONU afin qu'on « accorde une place importante » à la prévention des conflits grâce à une collaboration avec la société civile, et de confirmer ce qu'on a récemment constaté à maintes reprises : souvent, les conflits ne peuvent être résolus uniquement par des moyens militaires.

Un peu partout en Europe, de la Suède à l'Italie, divers projets de service civil de la paix prennent forme grâce au soutien d'un réseau européen. Plus particulièrement, un service civil de la paix allemand (Ziviler Friedensdienst) est en activité depuis 1999 et dispose d'un financement appréciable de l'Union européenne. Les démarches visant à créer un service semblable au Royaume-Uni vont bon train, et la formation de civils est déjà bien amorcée. La France et l'Espagne ont proposé un projet de loi en ce sens à leur Parlement ou proposé la création d'un service civil de la paix, et le gouvernement italien, quant à lui, prépare actuellement un tel projet de loi. En fait, certains pays ont même mis sur pied des ministères ou des commissions de la paix; c'est le cas notamment du Népal, des Îles Salomon et du Costa Rica.

**Nota** : Un projet distinct, mais néanmoins semblable, a été lancé au Canada : établir un «**CitoyenNEs pour un Ministère de la Paix** ». La Canadian Department of Peace Initiative (CDPI) (projet de création d'un ministère canadien de la Paix) inclut la mise en place d'un Service civil de la paix du Canada dans ses éléments clés (piliers), les autres étant :

- L'éducation et la formation à la paix
- Le désarmement nucléaire et le contrôle des armements
- La justice réparatrice et le dialogue interconfessionnel
- Les droits de la personne et les droits économiques

Étant donné l'importance qu'il accorde depuis longtemps au maintien et à la consolidation de la paix, le Canada pourrait tirer parti de ces initiatives, au lieu de persister dans cette tendance inquiétante d'un recours croissant aux troupes canadiennes à des fins non militaires – vu en particulier qu'on a récemment constaté à maintes reprises que les conflits peuvent rarement se résoudre uniquement par des moyens militaires. Le SCPC vise à tirer profit de la solide expérience du Canada en matière de maintien et de consolidation de la paix afin d'élaborer un programme qui renforcera le rôle, les compétences et l'efficacité des professionnels de la paix dans le monde. Voir la **Figure ES5**, « **Historique des structures civiles de la paix** » pour un survol de l'évolution des projets semblables au Service civil de la paix du Canada qui est proposé, et pour comprendre la contribution unique du SCPC.

### ***Professionaliser le travail pour la paix***

Le 2 avril 2007, le professeur Johan Galtung (sommité mondiale dans les études et les recherches sur la paix) a vivement appuyé les efforts canadiens visant à créer un Service civil de la paix au Canada<sup>2</sup>. Il participait alors à la troisième conférence organisée par le

SCPC, en collaboration avec l'Institut canadien pour la résolution des conflits (ICRC), le programme d'études de conflits de l'Université Saint-Paul, l'Institut international canadien de la négociation pratique (CIAN), le McMaster Centre for Peace Studies, la Canadian Department of Peace Initiative, et le TRANSCEND International Institute. Cette conférence, qui s'est tenue du 3 au 5 avril 2007 à l'Université Saint-Paul, portait principalement sur le développement des compétences nécessaires aux professionnels de la paix. L'honorable Flora MacDonald, tout comme d'autres participants, a orienté les discussions sur la réalité afghane. Malgré l'existence de nombreuses politiques et stratégies nationales, on reconnaît que seuls les gens sur place peuvent ultimement réussir à résoudre leur propre conflit. Les intervenants de l'extérieur deviennent une partie du problème s'ils essaient d'imposer leurs solutions ou choisissent de se ranger dans un camp, au lieu de renforcer la capacité de la population à trouver ses propres solutions. C'est justement là que le professionnel de la paix entre en jeu.

La conférence a permis d'explorer la notion de « professionnel de la paix » sous des angles aussi divers que le contexte mondial, les valeurs fondamentales et les compétences clés, le recrutement, l'évaluation, la formation, la certification, et – ce qui est encore plus important – sous l'angle des stratégies qui permettront de relever les défis posés par la création d'une telle profession. Une grande partie des discussions a fait ressortir l'importance de veiller à ce que la mise en place de professionnels de la paix ne diminue pas le rôle des bénévoles œuvrant déjà dans ce domaine, car ils peuvent apporter une contribution significative et obtenir des résultats exceptionnels. Leurs compétences particulières, souvent fondées sur l'humanitaire, ne doivent pas être oubliées dans les mesures qui seront prises pour exploiter les ressources civiles dans le domaine de la paix.

Une des recommandations formulées lors de cette conférence était de préparer un livre blanc sur le SCPC qui pourrait servir de base pour les discussions et l'adoption des mesures requises. Ce livre blanc démontre l'utilité du SCPC, en proposant pour la première fois d'accréditer des professionnels de la paix à l'échelle mondiale (en plus de contribuer à l'établissement de la formation requise). Ainsi, le Canada pourrait contribuer de manière unique aux efforts déployés un peu partout dans le monde pour mettre sur pied des services civils de la paix. Ce livre blanc explique aussi en détail pourquoi la professionnalisation des travailleurs de la paix s'avère une exigence essentielle pour sauver des vies, augmenter l'efficacité des interventions et accroître la réputation d'artisan de la paix du Canada. Il offre également de l'information détaillée sur les nouveaux services civils de la paix qui sont en train de voir le jour dans le monde, tout particulièrement en Europe, en plus de faire un survol de l'histoire des mouvements pacifistes – tant dans la perspective nationale des pays qui optent pour la neutralité que dans la perspective individuelle de l'objection de conscience. Il décrit jusqu'à quel point les civils participent déjà à diverses activités (prévention, médiation et résolution de conflits) dans tous les secteurs. Finalement, le livre blanc démontre comment les conflits et la paix sont de plus en plus liés à l'environnement, aux femmes et à l'économie, et il compare les approches militaires et civiles. Lorsque c'est possible, l'information est présentée sous sa forme originale, telle qu'elle a été rendue publique, notamment grâce à des tableaux vraiment utiles pour mettre en évidence les applications pratiques et opérationnelles du travail d'établissement ou de consolidation de la paix dans différents secteurs.

## **Conclusions et principes clés**

***Par le passé, nos façons de penser et de faire ne nous ont pas permis de prévenir les guerres mondiales. Nous devons trouver le moyen d’y parvenir. On ne peut à la fois prévenir la guerre et s’y préparer.***

***Albert Einstein***

- Des conflits complexes, difficiles et variés persisteront pendant un certain temps, tant au Canada qu’à l’échelle internationale.
- Continuer à adopter des stratégies de type « tuer et détruire » pour résoudre les conflits entraîne des coûts inacceptables sur les plans économique, environnemental et humain.
- On constate de plus en plus que les approches unidimensionnelles (militaire, humanitaire, de développement ou autre) ne permettent pas de résoudre les conflits.
- Les gens sont las de la guerre et veulent que l’on considère davantage les approches non violentes pour régler les difficultés.
- Pour établir une paix durable, il est impératif que toutes les parties impliquées dans un conflit participent à sa résolution, et que les besoins et perspectives de chacune soient respectés.
- L’autodétermination est un principe essentiel pour la résolution des conflits.
- On reconnaît de plus en plus qu’il faut prévenir les conflits (tout comme les résoudre ou les transformer), et qu’on a besoin de compétences particulières pour y parvenir.
- Les services civils de la paix, grâce à des professionnels et à des bénévoles formés et évalués rigoureusement, permettent réellement de répondre efficacement à ce besoin croissant d’experts compétents, bien préparés et accrédités dans le domaine de la paix et des conflits.
- Le rôle que peuvent jouer les civils afin d’éviter que des conflits dégénèrent en violence armée nous permettra d’économiser des milliards de dollars qui sont actuellement dépensés par les forces armées dans un environnement humain qui, selon le ***Bulletin of the Atomic Scientists***, se trouve toujours à moins de 15 minutes de l’autodestruction totale puisque les guerres armées font planer le danger constant d’une guerre nucléaire totale.

## **Recommandations**

Le comité de développement du SCPC recommande au gouvernement du Canada :

1. De reconnaître d’une part le rôle constructif que pourraient jouer des civils détenant une expertise dans le domaine de la consolidation de la paix en conseillant le gouvernement sur des approches autres que militaires pour résoudre les conflits, et d’autre part l’utilité du Service civil de la paix du Canada tel que décrit dans ce livre blanc.
2. D’entamer des discussions avec le comité de développement du SCPC, en se fondant sur ce livre blanc et en tenant compte des précédents en matière de financement établis en Europe, au sujet des mesures à prendre concernant :

- Le développement du concept de SCPC (voir la **figure ES2** pour un aperçu de la vision de l'avenir du SCPC, de 2007 à 2017).
- Le développement et le perfectionnement d'un programme d'évaluation, de formation et d'accréditation pour les professionnels de la paix (voir la **figure ES3** pour les responsabilités respectives du SCPC et des autres intervenants, et voir la **figure ES4** pour une représentation graphique de l'approche et des éléments de la formation proposés pour le SCPC).
- La mise en œuvre de deux programmes pilotes de formation (pour tester le concept et la formation).
- La façon dont le Canada, par le truchement du SCPC (et de la proposition de la création d'un ministère fédéral de la Paix), pourrait contribuer le mieux à l'établissement d'une paix durable au Canada et à l'étranger.

*(Nota :* Les figures ES2, ES3 et ES4 mentionnées plus haut n'apparaissent que dans la version intégrale du rapport sommaire qui est disponible en anglais seulement. Prière de nous excuser)

**Notes en fin de texte : sommaire du livre blanc – extrait**

<sup>1</sup> Dans ce livre blanc, nous évoquons le Service civil de la paix du Canada (SCPC) comme s'il existait en tant qu'organisme ou personne morale. À l'heure actuelle, le Service n'a pas de statut juridique, il s'agit plutôt d'une initiative menée sous la direction d'un « comité de développement ». Ce comité est toutefois en train de prendre des mesures pour créer une organisation non gouvernementale portant le nom du Service afin de lui donner un statut juridique. Jusqu'à présent, le comité de développement a utilisé à d'autres fins les fonds minimaux dont il dispose.

<sup>2</sup> M. Johan Galtung, conférencier principal et panéliste lors de la conférence du SCPC « Peace as a Profession in the 21<sup>st</sup> Century Conference », organisée par le Service civil de la paix du Canada (SCPC), en collaboration avec l'Institut canadien pour la résolution des conflits (ICRC), le programme d'études de conflits de l'Université Saint-Paul, l'Institut international canadien de la négociation pratique (CIAN), le McMaster Centre for Peace Studies, la Canadian Department of Peace Initiative, et le TRANSCEND International Institute. Cette conférence a eu lieu à l'Université Saint-Paul, à Ottawa, du 3 au 5 avril 2007.